

# LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

CONTRE L'AGRESSION JAPONAISE

## L'Internationale Communiste doit dénoncer le brigandage colonial en Mandchourie!

Crise mondiale du capitalisme durant depuis deux ans, crise commençante en Union Soviétique : le Japon a saisi le moment favorable pour envahir militairement la Mandchourie qu'il convoitait depuis longtemps comme colonie de peuplement.

Certes, le Japon installé en Mandchourie et concluant sur cette base un compromis avec les impérialismes rivaux, la Mandchourie transformée en place d'armes impérialiste, voilà qui aggrave le danger d'une agression contre la Révolution russe. Une telle agression, c'est le péril de demain, d'après-demain peut-être. Le péril actuel c'est le brigandage colonial auquel se livre l'impérialisme du Japon contre les ouvriers et les paysans de Mandchourie et de Chine.

Or il est incontestable que l'Internationale, dont on n'a guère entendu la voix, et les partis communistes qui sont intervenus plus activement ont, notamment au début de l'invasion japonaise, mis l'accent sur le péril d'une agression contre la Russie Soviétique considérée comme péril immédiat, laissant au deuxième plan, dans la pénombre et, à de certains moments, dans l'ombre la plus complète, le péril immédiat, actuel, celui contre lequel se débattent les masses travailleuses chinoises : la colonisation à main armée d'une vaste province.

C'est là une grave faute, même du point de vue de la défense de la Révolution russe, une faute liée elle aussi à la théorie stalinienne de l'achèvement du socialisme à l'échelle nationale.

En appelant les ouvriers et les paysans chinois à lutter pour leurs propres intérêts contre l'agresseur impérialiste japonais, en soutenant cette lutte dans le monde entier, non seulement l'Internationale eût entravé et peut-être empêché l'installation du Japon en Mandchourie, mais elle eût suscité un regain de sympathie ardente des masses chinoises opprimées en faveur de l'Union Soviétique. Et ces masses entrant en effervescence constituent la meilleure couverture contre une agression impérialiste future sur le flanc extrême-oriental de la Révolution russe.

\*\*\*

Que fait le Parti Communiste chinois? Que fait l'Internationale en Chine? On n'entend guère leur voix. Et ce silence presque complet est déjà à lui seul une terrible faute. Et quand la presse stalinienne, épisodiquement, en passant, esquisse la voie à suivre en Chine, que dit-elle? Elle appelle à organiser en Chine la lutte révolutionnaire et anti-impérialiste autour des « Soviets » du Sud-Ouest chinois.

Les prétendus « Soviets » chinois, dans l'immensité du continent asiatique, ne sont que des insurrections paysannes dispersées : l'écho attardé à l'extrême périphérie rurale du puissant mouvement révolutionnaire, étriqué par la fausse politique, mouvement qui en 1927 entraîna les campagnes chinoises derrière le prolétariat des grandes villes industrielles du littoral.

Les insurrections paysannes chinoises d'aujourd'hui, sans orientation, incapables de résoudre par leurs seules forces les problèmes les plus urgents, peuvent durer encore un certain temps ; mais, livrées à elles-mêmes, elles périront. Elles ne peuvent vivre, se développer, trouver une issue que sous la direction d'un nouveau mouvement révolutionnaire des villes, à Canton, à Nankin, à Changhaï. Ni en Chine, ni ailleurs on ne peut organiser le mouvement révolutionnaire autour d'une jacquerie, même baptisée arbitrairement du nom de République soviétique chinoise. En Chine comme partout, les jacqueries ne peuvent contribuer à la victoire révolutionnaire que sous la direction du prolétariat insurgé des villes guidé par le Parti Communiste. C'est l'A.B.C. du marxisme et

c'est pourquoi la politique de Péri dans l'Humanité, reflet bureaucratique de la politique de Staline, est profondément antimarxiste.

\*\*\*

Le Parti chinois doit lutter pour la liberté d'organisation, de réunion, pour la liberté de la presse en faveur des ouvriers et des paysans ; il doit lutter pour l'amélioration du niveau de vie des ouvriers et des masses travailleuses à la ville et à la campagne, pour le droit de grève. Face aux cliques militaristes rivales du Kuomintang, il doit mettre en avant le mot d'ordre de la convocation d'une assemblée constituante élue au suffrage universel des hommes et des femmes. Dans sa propagande, le Parti chinois doit expliquer que seule la lutte des millions d'ouvriers et de paysans chinois peut jeter hors de Chine l'impérialisme étranger, que ces énormes masses de travailleurs en lutte pour leurs intérêts et pour leur libération nationale deviendront si redoutables pour la bourgeoisie chinoise elle-même, que celle-ci, pour sauver ses privilèges de classe exploiteuse, abandonnera ouvertement, tôt ou tard, la lutte pour la libération nationale et conclura des accords et des compromis avec les impérialistes étrangers pour écraser le mouvement grandissant des ouvriers et des paysans. Le Parti Communiste chinois devra montrer que, d'ailleurs, la bourgeoisie chinoise ne combat pas l'impérialisme en général, mais s'appuie sur un impérialisme pour combattre l'autre. Le Parti Communiste devra mettre en avant le programme agraire d'expropriation sans indemnité des propriétaires fonciers au bénéfice des ouvriers agricoles et des petits paysans. Le Parti Communiste devra rendre clair que le programme agraire et la libération nationale ne pourront aboutir que par la dictature du prolétariat. L'agitation pour l'assemblée nationale, l'assemblée natio-

nale éventuellement peuvent servir au Parti Communiste à rassembler les masses, à les entraîner vers la révolution, mais l'assemblée nationale ne peut pas être un instrument pour accomplir la révolution. La bourgeoisie chinoise, assaillie par l'agression japonaise peut essayer au début d'utiliser à son profit la résurrection du mouvement révolutionnaire commençant. Des zigzags à gauche sont possibles de sa part. S'ils se produisent, le parti chinois, le prolétariat, entraînant les petits paysans, doivent les utiliser, mais en gardant toujours leur indépendance et leur intransigeance de classe vis-à-vis de la bourgeoisie. A l'heure actuelle, le parti chinois doit se déclarer prêt à organiser sous sa propre direction des détachements armés autonomes d'ouvriers et de paysans pour chasser l'impérialisme japonais de Mandchourie, mais sans incorporation de quelque nature, ni sous quelque forme que ce soit, dans les armées commandées par les généraux du Kuomintang. Parallèlement, il faut faire entrer, pour le travail clandestin, des communistes sûrs dans les armées chinoises, et par la propagande révolutionnaire, sur le terrain agraire travailler à dresser les soldats, paysans spoliés réduits à la misère et transformés en mercenaires, contre les officiers qui, pour la plupart, appartiennent à la classe spoliatrice.

\*\*\*

Le parti communiste chinois, guide du mouvement ouvrier, doit combattre l'impérialisme japonais, mais sous son drapeau à lui, sans cesser de surveiller et de combattre la bourgeoisie chinoise tout comme le parti bolchevik combattit Kornilov sans cesser une minute de surveiller et de combattre Kerensky.

Il est tout à fait remarquable, alors que fait rage la guerre en Mandchourie, que nous n'entendons pas les Staliniens parler même de fraternisation.

## APRÈS AVOIR ACCOMPLI SA BESOGNE le Comité des "22" disparaît, sans profit pour la C.G.T.U.

Le Comité des « 22 » n'existe pratiquement plus. Ayant déjà reçu du plomb dans l'aile au Congrès de Japy, quand ses membres confédérés, Dumoulin et Digat, votèrent la motion scissionniste de Jouhaux, il a été achevé à la suite du Congrès de Magic-City, quand la plupart de ses membres unitaires s'apprentent à abandonner la C.G.T.U. pour entrer dans la C.G.T. De ces événements il apparaît nettement que toutes les phrases du début sur la volonté « en dehors des tendances » des « 22 » n'étaient que tromperie. Chacun y était entré avec une conception particulière et dans un but particulier. Un an d'existence a suffi à le prouver amplement.

\*\*\*

Dès l'origine, nous avions dénoncé la manœuvre de Dumoulin, leader de ce Comité, qui ne visait pas à la réalisation de l'unité, mais à la désagrégation de la C.G.T.U. Nous avions dit qu'une aile du réformisme s'était emparée du drapeau de l'unité abandonné par les révolutionnaires pour dupes les ouvriers et les entraîner hors de la voie de la lutte de classes. Cette manœuvre a, pour une part appréciable, réussi.

Mais le plus grave, c'est que Boville et les autres entraîneront avec eux dans la C. G. T. quelques travailleurs, que beaucoup plus abandonneront l'organisation unitaire, enfin et surtout que celle-ci ne pourra pas constituer auprès des travailleurs inorganisés un pôle

d'attraction, qu'elle ne verra pas son recrutement grossir au moment où une crise dans son sein continue à lui faire perdre des adhérents.

Le Comité des « 22 » n'est plus ; mais tous les dangers qu'il comportait subsistent. Demain, sous une autre forme, avec d'autres aspects, des tendances centrifuges naîtront dans la C.G.T.U. tant que celle-ci poursuivra sa politique sectaire et antiunitaire. Il faut mettre rapidement un terme à cette politique si l'on ne veut pas conduire la C.G.T.U. à une situation plus grave encore.

La C.G.T.U. doit cesser de ruser avec ce problème ; elle doit l'aborder courageusement ; ses militants doivent montrer qu'ils sont pour l'unité syndicale, qu'ils n'ont pas peur des masses. Au moment où quelques militants corrompus par le réformisme l'abandonnent, elle doit faire un tournant, rejeter la motion de Magic-City et prendre une position claire pour un Congrès de fusion, sans autres garanties que des garanties d'organisation. Ainsi, d'une part, elle arrivera d'abord à isoler les champions de l'« indépendance » qui vont chez Jouhaux, ensuite et surtout, elle modifiera du tout au tout ses rapports avec la classe ouvrière.

\*\*\*

« La C.G.T.U. est la chose d'un parti », déclarent ceux qui trahissent la C.G.T.U., cherchant ainsi à prouver qu'il n'y a plus rien à faire avec elle. Enne-

Le parti chinois et les révolutionnaires japonais, communistes et sympathisants, doivent faire dès maintenant la propagande en faveur de la fraternisation et cette action doit être particulièrement développée parmi les troupes japonaises de Mandchourie et au Japon même, la propagande déléguée doit être menée parmi le prolétariat et les paysans.

Naturellement, c'est seulement dans le cadre de la politique ci-dessus définie que le mot d'ordre de fraternisation, appuyé en Chine sur la question agraire, pourra recevoir son plein effet en s'insérant, non sur une politique pacifiste, mais sur une politique orientée vers la révolution.

\*\*\*

Quand, par la voie des mots d'ordre démocratiques, le mouvement révolutionnaire grandira en Chine, au point que la dictature du prolétariat puisse triompher, peut-être, même avant la convocation d'une assemblée constituante, alors la fraternisation se développera dans les armées du Kuomintang disloquerait la force armée de la bourgeoisie. La masse des soldats, paysans chinois dépossédés rallierait la direction révolutionnaire du prolétariat des villes ; les armées japonaises elles-mêmes seraient ébranlées et décomposées par la vague révolutionnaire chinoise ; alors vaincrait la Troisième Révolution chinoise qui, unie à la Révolution Russe, ébranlerait le monde capitaliste tout entier.

Mais cette voie est incompatible avec celle du pacifisme prétendant protéger l'achèvement du socialisme dans un seul pays, avec cette politique qui, au lieu de dénoncer, signe le pacte Kellogg et donne ainsi, sous le couvert de la Révolution russe, la bénédiction stalinienne à l'une des armes les plus perfides de l'impérialisme.



Pour la défense de l'U.R.S.S., à l'aide des bolcheviks-léninistes!

De récentes nouvelles nous font connaître une fois de plus le sort tragique de l'opposition russe. Exilés, isolés, la répression stalinienne les sépare de toute vie, de tout contact avec les masses ouvrières et paysannes de l'Etat prolétarien. Elle les prive de toute possibilité d'action pour le renforcement et le développement de la patrie socialiste.

Cependant, en ce moment, l'unification des forces communistes en U.R.S.S. est plus urgente que jamais. Les bolcheviks-léninistes ont largement montré les preuves de leur attachement à la cause communiste. Il ne s'agit pas d'éléments petits-bourgeois ou anarchisants pour lesquels s'émeuvent la bourgeoisie et ses agents social-démocrates. Il s'agit de combattants d'Octobre qui ne demandent qu'à servir leur Parti, leur classe, sur lesquels la bourgeoisie fait silence.

Au moment où les dangers extérieurs et les difficultés intérieures croissent, priver le Parti et la classe ouvrière des 8.000 révolutionnaires intrépides, des éléments les plus dévoués et les plus conscients du Parti, c'est nuire à la défense de l'U.R.S.S., c'est faire le jeu de ses adversaires.

Aucun ouvrier communiste n'acceptera ces mesures contre eux. Dans les organisations prolétariennes, il faut soulever la question des bolcheviks-léninistes, exiger qu'ils représentent leur place dans le Parti. Pour la défense de l'U.R.S.S., il faut sauver l'opposition russe de l'extermination!

## Des lecteurs se plaignent...

Il faudrait un article sur le discours de Bergery, nous dit un camarade ; tel autre nous demande de parler de la déclaration du Parti allemand sur les attentats individuels, et montre l'importance que cette question pourrait acquérir en Espagne où les traditions terroristes sont fortes et où l'incapacité du Parti peut orienter à nouveau des révolutionnaires vers elles. « Vous n'avez pas parlé de la position de l'Enseignement au Congrès de la C.G.T.U. » réclame un autre camarade. « Donnez-nous plus de renseignements sur cette question de Thermidor que le B. P. a resoulevée » nous écrit encore un autre. Les réclamations ne manquent pas.

Bien des sujets importants ne sont pas traités par suite de notre format restreint. Mais pour augmenter celui-ci, il nous faut des moyens financiers. Et ils nous font défaut ! L'organisation et quelques camarades font des sacrifices fort lourds pour assurer la parution et la diffusion de la Vérité ; mais ils tiennent très difficilement et nous ne savons pas si nous pourrions continuer à paraître chaque semaine.

Pourtant, si chacun de nos amis, chacun de nos lecteurs éprouve le besoin d'être plus documenté, d'avoir des éléments plus sûrs pour se prononcer, s'il veut pouvoir échanger ses points de vue et ses expériences dans une tribune de discussion, il faut contribuer par un effort régulier à l'organe de l'opposition de gauche.

Au cours du mois d'octobre, nous avons dû, sur le budget mensuel prévu par la Conférence nationale, faire plus de 1.000 francs de restrictions (sur près de 5.000 francs.) Ce chiffre indique quel trou en a résulté dans notre propagande, plus indispensable que jamais.

Nous demandons à tous nos lecteurs :

1° De nous envoyer, qu'il change semaine, qu'il change mois, et dès ce numéro, sa souscription régulière ;

2° De nous trouver de nouveaux abonnés, de nous envoyer des adresses de possibles ;

3° De nous trouver, en banlieue et en province, un marchand de journaux bien placé, de nous indiquer le nombre de journaux à expédier, d'en surveiller la vente ;

4° De nous adresser leurs suggestions, leurs critiques, leurs articles.

En avant, pour que paraisse chaque semaine la Vérité!







## ESPAGNE

## NOS REUNIONS

Les conférences organisées par le groupe de Madrid de l'opposition ont eu un plein succès. Celles qui ont été faites par les camarades Andrade et Fersen ont attiré à notre centre un grand nombre de membres du parti, qui maintenant seulement ont pu se rendre compte des calomnies et falsifications contre l'opposition de gauche.

Le comité du groupe de Madrid, tenant compte du succès encourageant des premières conférences, a décidé d'en organiser d'autres. A part celle que donnera dimanche prochain notre camarade Garcia Lavid sur « l'opposition communiste de gauche en action » et celle qui sera organisée par le camarade Garcia Palacios, on en prépare d'autres sur les Soviets, les syndicats, l'unité syndicale, le plan quinquennal, etc., qui seront faites par différents camarades du groupe.

## LUXEMBOURG

Il y a quelques semaines, l'on a officiellement posé la première pierre d'un poste de radio à une dizaine de kilomètres de la capitale du Luxembourg; les gouvernements de France et d'Allemagne avaient été invités à cette cérémonie, le gouvernement allemand ne se fit pas représenter. Ce poste de radio sera, paraît-il, un des plus forts qui existent à l'heure actuelle. A part une petite minorité de Luxembourgeois, personne au Grand-Duché ne sait pourquoi on le monte, par qui et pour qui. Comment se fait-il que ce pays qui correspond à un département français ait le besoin d'avoir un pareil poste qui coûtera, paraît-il, beaucoup de millions? Toutes sortes de suppositions circulent dans le pays, le gouvernement français aurait, paraît-il, imposé ce poste; pour quel but, ceci est ignoré. Il ne faut pas oublier que le Grand-Duché est sous la dépendance de la France. Il est curieux que la presse officielle du P.C.F. n'ait pas parlé du tout de cette affaire qui étonnerait beaucoup de monde si elle était mise au clair.

Pax.

## DEMANDEZ

Le quatrième numéro du  
**BOLLETTINO DELL'OPPOSIZIONE  
COMUNISTA ITALIANA**

Au sommaire :

Les « directives » fascistes pour la dixième année.

Trotsky et le Plan quinquennal.  
Questions syndicales : 1. Le XXV<sup>e</sup> anniversaire de la C.G.T. italienne; 2. L'Unité syndicale et la C.G.T.U.

Notes : La peur ! — Oh ! la belle histoire. — Labriola et le socialisme. — Renforcement ou crise de la concentration ? — Echos de la rue Cadet. — Le silence de Battaglia Sindacali.

Documents : Lettre au C.C. du P.C.I. — Le « tournant » : Réponse de la R.P. au camarade Fosco. — Adhésions et approbations.

L'enseignement de Lénine

## YAROSLAVSKY SUSPECTÉ DE "TROTSKYSME"

### Des faits significatifs

Par ALFA

Qui aurait pu le croire ? Et pourtant c'est un fait ! Les journaux soviétiques accusent ouvertement Yaroslavsky d'avoir favorisé, dans les éditions de l'histoire du Parti qu'il dirige, l'introduction des interprétations de Trotsky de l'histoire du Parti bolchevik au début de la Révolution de Février.

Comme tout le monde le sait maintenant (après les révélations du camarade Trotsky), le parti bolchevik, sous la direction de Staline et de Kamenev, pratiqua au début de la Révolution de Février (avant l'arrivée de Lénine) une politique de confiance envers le gouvernement provisoire de Kerensky-Milioukov et fut partisan d'une entente avec Tseretelli dans les soviets. Lénine écrivit de Suisse, avant son arrivée à Pétersbourg : « Même nos bolcheviks font montre d'une crédulité envers le gouvernement... C'est la perte du socialisme... » Aussitôt arrivé à Pétersbourg, Lénine écrivit ses *Thèses d'Avril* qui ont donné au Parti une toute autre orientation, et notamment l'orientation vers la conquête des masses révolutionnaires en vue de la prise du pouvoir par l'insurrection armée. Il s'agissait pour Lénine de ne pas s'accrocher à l'ancienne formule de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », formule dépassée par les événements, mais de se

diriger fermement vers la dictature du prolétariat. Ce fut, ce que Trotsky appelle, le réarmement du Parti. Ce fait historique est indéniable et tous les témoins oculaires de la révolution de Février, qui ont laissé des mémoires sur les premières semaines de la révolution, constatent l'opportunisme vulgaire et le social-patriotisme du Parti sous la direction de Staline-Kamenev. Parmi ces mémoires, le témoignage le plus autorisé est celui de Chliapnikov qui se trouvait dès le premier jour de la révolution à Pétersbourg, dans le centre dirigeant du Parti. Les mémoires de Chliapnikov constituent un document indispensable pour tout historien conscient qui s'attache à donner un récit véridique du rôle du Parti à cette époque, qui va du 27 février au 3 avril 1917 (ancien style), date d'arrivée de Lénine à Pétersbourg.

C'est ce qu'ont fait les jeunes historiens marxistes, Sloutsky et Volossevitch, dans leurs travaux historiques. Ils se sont basés sur le témoignage de Chliapnikov et ont parlé de « réarmement du Parti » en avril 1917. Un autre historien marxiste en a parlé même dans l'histoire du Parti qui paraît sous la haute direction de Yaroslavsky. Et c'est là que commentent les déboires de Yaroslavsky. Comment a-t-il pu laisser passer cette « hérésie » ? N'est-il pas atteint

## DANS L'ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE Le sens de la coalition républicaine - socialiste

Parmi la petite bourgeoisie radicale et les grandes masses ouvrières, influencées par l'idéalisme petit-bourgeois, l'opinion que les gouvernements républicains actuels trahissent la révolution est très répandue. Il est certain qu'ils l'ont trahie, si l'on s'en rapporte à leurs promesses. Mais la trajectoire suivie par la république devra être absolument prévue. La bourgeoisie républicaine est parfaitement conséquente avec elle-même en agissant comme elle le fait, en trahissant la révolution par rapport à ses promesses. Tout révolutionnaire un peu conscient peut prévoir que si la classe ouvrière ne parvient pas à formuler une politique de classe indépendante, les événements devront et ne pourront que suivre le cours qu'ils ont suivi. Ainsi, l'avenir de la révolution en cours dépend complètement de la capacité de notre classe ouvrière à formuler une politique de classe.

Une série de circonstances du mouvement ouvrier espagnol ont permis à la bourgeoisie de s'emparer de la direction du mouvement révolutionnaire dès qu'il a commencé à se manifester, le plaçant entièrement sous ses ordres et lui imprimant les caractéristiques propres de la bourgeoisie d'aujourd'hui dans une situation révolutionnaire : l'oscillation et la timidité. La bourgeoisie se trouva brusquement dans une situation si grave que sa seule préoccupation fut d'éviter que la révolution s'enfonçât profondément. Pour cela, rien de mieux que de prendre elle-même la direction du mouvement et d'arriver à supprimer les antagonismes de classe dans le camp républicain, sous prétexte d'unifier les forces pour renverser la bourgeoisie. L'effort que fait la bourgeoisie républicaine pour étouffer toutes les causes de mécontentement dans un super-parti, dans la conjonction républicaine-socialiste, ne répond pas, comme on l'a dit, à la nécessité d'unifier le camp anti-monarchique pour le renforcer, mais à la nécessité d'acquiescer le contrôle d'un mouvement qui, par sa force même, devait et doit l'envelopper. Cette prétendue unité d'action du camp anti-monarchique pouvait servir de moyen pour conclure des pactes circonstanciels et concrets qui n'entraînaient pas un plus large compromis sur le programme à réaliser. Du moment où ces pactes ont pris la forme d'une coalition républicaine-socialiste, celle d'un nouveau parti composé par tous les partis, nous sommes en présence d'une organisation qui doit remplir une mission très claire : celle de servir de parachute de la monarchie, d'entraver la révolution.

Mais il ne serait pas si facile de former un bloc réactionnaire si puissant s'il n'y avait pas les circonstances dans lesquelles se trouve notre mouvement ouvrier. En Espagne, les grandes masses ouvrières sont entre les mains du syndicalisme et du socialisme, tendances absurdes qui manquent d'une politique de classe. Le socialisme parce qu'il pratique une politique bourgeoise.

Pour ce qui est du syndicalisme, il est apolitique, c'est-à-dire qu'il manque d'une politique. Mais comme la classe ouvrière n'est pas faite de telle manière qu'elle puisse se passer de politique, il arrive des moments décisifs dans lesquels le syndicalisme ne trouve d'autre remède que de seconder la politique de la petite-bourgeoisie radicale, qui représente son idéologie la plus proche. Ainsi, au moment décisif, notre classe ouvrière se rend compte qu'elle n'a pas une politique de classe. La seule tendance capable de la formuler, le communisme, n'a pas de tradition dans la classe ouvrière et se forme en pleine révolution. Ces circonstances ont permis que se produise, avec la formation de la coalition républicaine-socialiste, un processus que l'on peut déceler depuis la chute de Primo de Rivera. La bourgeoisie républicaine s'est opposée, déjà avant de former sa coalition, à toute action indépendante du prolétariat. Dans cette attitude se trouvait en germe la conduite ultérieure de la coalition.

Si nous nous rappelons quelques-uns des faits les plus importants qui se sont produits depuis la chute de Primo de Rivera, on verra clairement comment la bourgeoisie a toujours empêché toute action indépendante de la classe ouvrière. Malgré une certaine sympathie sentimentale et maladroite pour l'ouvrierisme, la bourgeoisie s'est toujours préoccupée, sous divers prétextes, de freiner les manifestations du prolétariat. Quelquefois, adoptant les manières sucrées et attendries des bonnes d'enfants, elle condamnait les actions de la classe ouvrière au nom des nécessités de la révolution. Mais quand les manifestations révolutionnaires prenaient le caractère d'un fait irrémédiable, la bourgeoisie républicaine se livrait aux insultes les plus frénetiques contre les agitateurs qui, « mus par de louches intérêts », entraînaient les ouvriers. Dans toutes les conjonctures graves, la bourgeoisie républicaine adoptait cette attitude.

\*\*

Une tendance naturelle de classe pousse la bourgeoisie à poser la révolution sur un terrain purement constitutionnel. Les problèmes constitutionnels furent le point de départ qu'elle adopta pour évaluer toutes choses. C'est avec ce critère qu'elle a en premier lieu posé la question de la haine du roi, le problème des responsabilités et le problème clérical. C'est-à-dire tous les facteurs qui pouvaient se présenter comme ennemis reconnus de la démocratie. Les autres problèmes, elle jugeait superflus de les poser, car la démocratie elle-même se chargeait de les résoudre automatiquement. Ce souci de placer la démocratie formelle au-dessus de la lutte de classe et comme arbitre de celle-ci, est très naturel chez une classe qui trouve dans les organismes démocratiques la plus habile garantie de sa propre conservation. Elle n'a pas d'autre but. Mais nous avons déjà vu que

pour n'avoir pas posé le problème des responsabilités en premier lieu elle lui a donné une solution plus radicale que celle qu'elle donnera certainement à la question agraire, de même que la profonde haine du roi, qui était au-dessus de tout le reste, n'a pas empêché que l'on facilite sa fuite. On a posé ces problèmes au premier plan uniquement pour dévier l'attention des ouvriers de leurs véritables objectifs de lutte de classe.

Sous le pouvoir de Berenguer, la partie la plus visible de l'agitation révolutionnaire était faite par la petite bourgeoisie. Les algarades d'étudiants constituaient les événements révolutionnaires les plus saillants. La classe ouvrière, désorganisée, ne pouvait pas intervenir comme classe. Seule l'U.G.T. fonctionnait légalement, en collaboration étroite avec le régime et n'était pas disposée à mobiliser ses membres. C'est pour cela que la classe ouvrière resta quelque temps sans se manifester.

\*\*

La grève générale de Séville fut le premier acte de présence du « peuple endormi ». Bien qu'elle fut déclenchée d'une façon si désespérée, la grève de Séville fut accueillie avec une hostilité manifeste par la bourgeoisie républicaine et sa presse. Ultérieurement, la chaîne de grèves générales qui se déroula en Galice par suite d'une visite de Calvo Sotelo, ne reçurent pas un meilleur accueil de la part des républicains. Avant les manifestations ouvrières, socialistes et républicains formaient le front uni. La presse bourgeoise reprenait dans *El Socialista* les arguments et les insultes pour attaquer les grévistes. Cette fois, les républicains, qui commençaient déjà à s'unifier en bloc des gauches, insultaient les socialistes parce qu'ils ne se décidaient pas à intervenir contre la monarchie. Mais, quoique séparés politiquement, une chose unissait déjà les socialistes et les républicains, la même chose qui les soula aussitôt en un seul bloc : la nécessité de freiner la classe ouvrière. La seule grève qui eut lieu avant que les socialistes se rendent, fut la grève générale de Madrid, consécutive aux événements de la rue Alonso-Cano. Les socialistes déclarèrent cette grève pour vingt-quatre heures afin de ne pas perdre leur influence sur les masses ; la grève releva la tête, mais avec l'opposition des socialistes. (A suivre.)

## LA VÉRITÉ

45, Boulevard de la Villette, 45  
PARIS (X<sup>e</sup>)

ABONNEMENTS  
6 mois : 13 francs ; 1 an : 25 francs.  
Abonnement d'essai de 3 mois : 5 fr.  
Chèque postal : P. Frank 136.855.

## LA SITUATION EN U. R. S. S.

## Comment renforcer la patrie socialiste

La semaine dernière, « la Vérité » a montré que l'Union Soviétique se trouve actuellement au seuil d'une crise du blé, c'est-à-dire d'une crise alimentaire, agricole, financière, et, plus généralement, d'une crise de l'édification socialiste, qui, nécessairement, aura de graves répercussions dans la politique intérieure et extérieure de la Russie.

En se développant, cette crise affaiblirait la force interne et la position internationale de la Révolution russe : il faut maîtriser le plus rapidement possible cette crise.

Il faut élaborer, d'après les données de la situation objective et dans les limites prévisionnelles des variantes extrêmes, un nouveau plan quinquennal exempt de fautes qui ont marqué la conception et la mise en œuvre du précédent.

Sans doute, la Russie Soviétique, dans l'ambiance du capitalisme mondial et de ses fluctuations politiques et économiques, ne peut élaborer un plan de développement socialiste susceptible de se réaliser dans une harmonie parfaite. Mais il est possible d'éliminer cette part de déséquilibre qui provient d'une politique fautive : il faut tendre à équilibrer le développement industriel et le développement agricole, le développement des diverses branches de l'industrie et des transports, le développement de l'appareil industriel de production et de la puissance consommatrice du marché intérieur.

Par exemple, le mot d'ordre de réaliser le précédent plan quinquennal en quatre et même en trois ans a abouti à forcer exagérément le rythme de l'industrialisation. Et la construction des usines s'est faite aux frais des masses travailleuses, dans une trop forte proportion, appauvrissant à l'extrême leur puissance d'achat, leur niveau de vie, et, par-là même, rétrécissant le marché intérieur par rapport à l'année 1927. Les usines nouvellement construites ne pouvaient pas écouler toute leur production sur un marché intérieur ainsi rétréci et, par exemple, l'an dernier, le groupe des usines textiles de Moscou ne travaillait qu'à 35 % de sa capacité de production. Il faut proportionner le développement de l'accumulation socialiste avec le développement de la masse des salaires et des revenus des paysans travailleurs, petites économies privées et kolkhozes, de manière que la masse de la population laborieuse puisse absorber une bonne partie des produits des usines nouvelles construites grâce à cette accumulation socialiste.

Faute d'ailleurs d'un marché intérieur suffisant permettant à l'industrie soviétique de s'asseoir sur une base solide, celle-ci devient dépendante à l'égard du marché extérieur. Et le capitalisme étranger, connaissant cette situation, l'exploite à fond contre la Révolution russe. Il lui dit : Ou bien je te boycotterai sur le marché mondial et ton industrie périra, ou bien je t'arracherai des concessions telles que le caractère de classe de l'Etat prolétarien s'allèrera de plus en plus

— LIRE LA SUITE EN 4<sup>e</sup> PAGE —

Qui d'autre devait donc être mis à la tête de la Commission Centrale de Contrôle sinon l'irremplaçable Yaroslavsky ? Et qui mieux que Yaroda est capable, à la tête de la Guépéou, d'exécuter les besognes les plus « intimes » de Staline ?

Que signifie cela ? Yaroslavsky et Yaroda, ce sont deux figures du même genre qu'on dirait créées pour les mêmes besognes similaires. Liés l'un à l'autre, par deux organes de repression de l'appareil, la C. C. de Contrôle et la Guépéou, ils exécutaient les besognes les plus délicates de Staline dans le domaine de la lutte contre ses adversaires et même dans le domaine de la vengeance personnelle contre tous ceux qui effleuraient Staline à un moment où d'une manière quelconque.

On pouvait charger ces gens de n'importe quelle besogne sans risquer de se heurter à un refus. Qui d'autre, sinon Yaroslavsky, aurait pu être chargé de pousser au suicide l'intègre Glazmann ? Qui d'autre, sinon Yaroda, eut été capable de laisser périr de faim l'innocent Boutov ? Et quel autre couple pouvait mieux faire passer « par les instances soviétiques et du Parti » l'assassinat de Blumkine ? On peut estimer très probable que le prétendu article de Trotsky sur le plan quinquennal a été remis à la presse réactionnaire d'une façon indirecte par Yaroda ; après quoi, son compère Yaroslavsky dénonça dans la « Pravda » la croisade contre-révolutionnaire de Trotsky contre les Soviets. Nous n'affirons pas que la chose se soit passée précisément ainsi, mais tout homme averti de l'appareil accordera que cela a bien pu se passer ainsi. Dans le passé on a connu des centaines d'exploits semblables accomplis selon les instructions directes de Staline ou avec l'espoir de son approbation.

lui-même par l'hérésie trotskyste ? Toute la presse soviétique, des *Izvestia* à la *Krasnaya Gazeta*, est émue par ce scandale. On blâme publiquement Yaroslavsky et on exige que « dans la prochaine édition de l'histoire du Parti, ces passages, qui calomnient le Parti, soient enlevés ». Staline lui-même a publié un article dans le *Bolchevik* où il « rétablit » la vérité historique, à sa manière.

L'appareil tout-puissant de Staline ne craint rien tant que la vérité historique. C'est pourquoi il obéira facilement aux exigences du maître et « enlèvera » les passages gênants de l'histoire. Mais, comme toutes les autres déformations historiques, celle-ci ne réussira pas non plus à couvrir les fautes et les crimes de l'organisateur des défaites.

Ce qui est curieux dans toute cette histoire, c'est l'attitude de Yaroslavsky. Comment a-t-il pu faire cette « gaffe » ? Nous reproduisons ici une note du « Bulletin de l'Opposition Russe » de septembre dernier qui donne, dans une certaine mesure, la clef à cette énigme du labyrinthe du bureaucratisme stalinien.

Même les déplacements bureaucratiques peuvent être très significatifs. Quand Orjonikidze fut mis à la V.S.N.K. (Conseil de l'Économie de l'Union), Yaroslavsky attendait avec confiance sa désignation au poste de président de la Commission Centrale du Contrôle. Mais c'est Andreou qui fut désigné, Andreou qui est beaucoup plus jeune et qui, semble-t-il, a incomparablement moins de « mérites ». A Moscou, on chuchota même, ni en plaisantant, ni au sérieux, que Yaroslavsky allait passer à l'opposition.

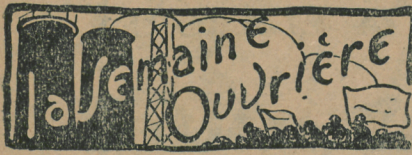
La direction de la Guépéou était centrée effectivement, pendant ces der-

Pourquoi alors le si pittoresque Yaroslavsky a-t-il été néanmoins écarté par la personne dévouée mais insignifiante d'Andreou ? Et pourquoi le Yaroda-prêt-à-tout a-t-il dû abandonner sa place à Akoulov ? C'est une question intéressante. Le fait que Staline ne puisse pas désigner aux postes les plus responsables les gens qui lui sont les plus utiles exprime un sourd mais irrésistible mécontentement de l'appareil contre les dernières conséquences du système stalinien. Les staliniens acceptent Staline « dans son ensemble » et tout ce qui n'est pas étranger à Staline. Mais Yaroslavsky et Yaroda sont très difficiles à digérer. Staline est obligé de faire des efforts extrêmes pour maintenir les gens qui lui sont le plus nécessaires aux postes de second et de troisième ordre. Il y a là un symptôme, un des nombreux symptômes du fait que Staline, hissé par l'appareil, se trouve en lutte sourde et permanente contre l'appareil qui, quoi qu'on en dise, subit la pression du Parti. Le fait que Yaroslavsky ait été évincé et Yaroda dégradé est une sorte d'avertissement de la part de l'appareil à Staline, on pourrait même dire : un vote secret de méfiance.

On doit s'attendre, dans l'avenir, à bien d'autres symptômes de ce genre et même à de beaucoup plus significatifs. L'anxiété croissante de l'appareil précède le réveil inévitable du Parti. On doit s'attendre dans l'avenir à des faits de plus en plus « significatifs ».

ALFA.





## L'Unité syndicale

L'unité n'est pas une manoeuvre, a dit le Congrès de Magic-City. En effet, ce n'est pas une manoeuvre, elle est le rassemblement de la classe ouvrière pour la lutte contre le patronat.

Mais les adversaires de l'unité se servent de ce mot d'ordre, désir profond de la classe ouvrière, pour manoeuvrer contre l'unité.

La C.G.T.U., organisation révolutionnaire, se devait de répondre à cette manoeuvre par des propositions nettes à la C.G.T.

Des propositions nettes auraient eu le mérite de débayer le terrain et de démontrer clairement que la C.G.T. est une organisation réactionnaire et anti-unitaire.

Le terrain aurait été débayer et sur ce terrain les comités d'unité auraient poussé comme champignons.

Le Congrès de Magic-City a refusé de faire ce pas ; il a commis de ce fait une maladresse ; ce que le bureau confédéral a proposé a été adopté à une majorité massive.

Il y aura à revenir sur le rôle qu'ont joué dans la circonstance les fractions syndicales du parti communiste ; autant les fractions peuvent faire avancer le mouvement ouvrier lorsqu'elles représentent une politique juste du parti, autant elles peuvent être néfastes lorsqu'elles adoptent mécaniquement des mots d'ordre faux ; c'est ce qui s'est passé à Magic-City.

Malgré cela, les comités d'unité se formeront, avec plus de difficultés, avec plus de confusion, moins de clarté.

Ils se formeront non pas parce que le Congrès de la C.G.T.U. les a préconisés, mais parce que Jouhaux a conseillé aux syndicats confédérés d'entrer en relation avec les syndicats unitaires sur la base de la résolution de Japy.

Jouhaux, si fort soit-il, est obligé, lui aussi, de compter sur les masses ; il a été dépassé ; sa proposition semble être le résultat d'une improvisation : quel résultat a-t-il obtenu ? Celui d'ouvrir la porte aux discussions d'organisation à l'organisation et partant à l'unité syndicale ; ce n'est certes pas ce résultat qu'il a cherché. Les dirigeants de syndicats confédérés qui, avant Japy, s'opposaient énergiquement à toute entrevue avec les unitaires, ont alors fait des propositions de réunions communes, ou ils ont accepté celles, en majorité, qui leur étaient faites par les unitaires.

Dans ces réunions, on a discuté ; de toutes ces discussions est ressorti l'esprit anti-unitaire de la résolution de Japy ; en face de la masse, poussés par celle-ci, ils ont dû accepter nos propositions de front unique à la base par la création de comités d'unité, prélude de l'unité véritable.

Mais ce serait s'illusionner grandement que de penser que c'est la position du Congrès de Magic-City qui triomphe dans la création de ces comités.

Pour qui examine les réactions des camarades de la base en présence des deux thèses, il résulte que la motion de Magic-City paraît aussi anti-unitaire que celle de Japy.

# Quand les Socialistes s'en mêlent ! LA NOUVELLE CAMPAGNE XÉNOPHOB

L'approche d'un hiver, que tout le monde voit venir avec angoisse, l'aggravation de la crise et la croissance rapide du chômage ont remué « l'opinion publique » du pays. Les capitalistes et surtout les petits-bourgeois français, voyant chaque jour s'allonger les files de chômeurs devant les mairies, ayant appris par les journaux de manifestations projetées par les chômeurs, tremblent pour leurs biens et leur tranquillité et commencent, eux aussi, à s'agiter.

Depuis quelques semaines, un grand cri est lancé dans la presse capitaliste : « Occupons-nous des chômeurs ! » Journallement, des colonnes entières sont consacrées à cette question. Coty, à qui ses millions permettent de distribuer à bon marché aux ouvriers et aux chômeurs, non du pain, mais la littérature de l'Ami du Peuple, nationaliste, revancharde et stupide, a commencé la guerre contre ceux qu'il prétend être la cause du chômage, contre les travailleurs étrangers. En se présentant comme protecteur des ouvriers français et de la France, Coty, qui a expédié ses capitaux à l'étranger pour ne pas payer d'impôt, demande des mesures contre les étrangers pour « protéger » la main-d'œuvre française. A l'ouverture du Parlement, son projet contre les ouvriers étrangers est fortement appuyé par les députés réactionnaires : le gouvernement lui-même décide des lois exceptionnelles.

Toute cette campagne de presse est secondée par celle des démagogues nationalistes des « Croix de Feu », des « Jeunesses patriotes » et de l'Action Française qui se mêlent aux chômeurs pour les inciter à manifester, non pas devant les édifices d'Etat, mais devant les établissements qui occupent des étrangers afin de provoquer des bagarres entre ouvriers français et étrangers.

Le gouvernement, de son côté, ne

Les camarades veulent l'unité, oui, pour la défense de leurs revendications, mais ils ne veulent pas qu'on leur pose des conditions ; ils veulent que dans ce congrès de fusion qui scellera leur accord, ce soit la majorité qui décide de l'orientation à donner à l'organisation, mais ils ne veulent pas de condition préalable.

Et les camarades unitaires qui à la base luttent pour obtenir un résultat, sont obligés de faire des concessions de montrer de la tolérance, s'ils ne veulent pas que leur intransigence profite aux adversaires de l'unité qui sont nombreux dans les bureaux des syndicats confédérés.

Ils ne sont plus dans un congrès où, par certaines mesures administratives, il est possible d'obtenir sinon l'unanimité, du moins une majorité écrasante et cela aussi bien pour Magic-City que pour Japy.

Que l'on examine tous les ordres du jour parus dans « l'Humain », « la V.O. », couronnant la création de comités d'unité, aucun n'est orthodoxe ; ils sont

reste pas inactif ; les arrestations d'ouvriers étrangers se multiplient, ainsi que les brimades de toutes sortes et les expulsions pour des motifs futiles. Comme toujours sont visés en premier lieu les militants ouvriers étrangers qu'on arrête à la sortie des locaux syndicaux et qui, sans aucun motif, après avoir été passés à tabac, sont expulsés hors de France.

Toute cette campagne, savamment entreprise, a déjà obtenu un premier succès ; l'ouverture du Parlement, qui a coïncidé avec une aggravation formidable de la crise, s'est passée sans trop de bruit, et le gouvernement Laval a tenu.

Un rôle particulièrement ignoble est joué dans ce concert par les deux organisations qui se réclament de la classe ouvrière, la C.G.T. et le Parti socialiste S. F. I. O. Ces deux organisations n'avaient jamais exprimé clairement leur position envers les ouvriers étrangers ; de temps en temps, de petites sorties xénophobes, surtout contre les communistes étrangers, se mêlaient à une multitude de phrases sur la solidarité internationale, sur la défense des victimes politiques, etc.

La campagne de l'Ami du Peuple et des réactionnaires Taittinger, de Tastes et Cie a fortement influencé les élus socialistes. Après quelques jours de « contact étroit » avec la C.G.T., ainsi que l'annonce le Populaire, un projet de réglementation de la M.-O.E. est né qui, par sa hardiesse et sa violence contre l'étranger, a surpris tout le monde. Avec un courage vraiment « socialiste et syndicaliste », MM. Blum, Paul Faure, Lebas, Jouhaux, etc., demandent la fermeture des frontières et la prohibition de l'emploi de la M.-O.E. au-dessus de 40 %.

Cette position si « hardie » que le Parti socialiste s'empresse de prendre

tous le résultat de compromis passés avec les masses.

Tous s'éloignent complètement de Japy et partiellement de Magic-City, mais on sent dans tous la volonté d'unité des travailleurs.

Que les dirigeants de la C.G.T.U. surveillent bien ce courant des masses ouvrières, qu'ils examinent concrètement leur état d'esprit.

Le mouvement est lancé, bien lancé ; leur but avoué n'est pas de faire l'unité véritable, durable, mais de profiter des comités d'unité, des congrès régionaux et du congrès national qui en sera le couronnement, pour renforcer la C.G.T.U.

Qu'ils se méfient de ne pas le briser dans son apogée.

Qu'ils se méfient aussi ; les masses réfléchissent, les militants aussi, la discipline de caporal que nous subissons depuis plusieurs années commence à être secouée.

L'unité, la classe ouvrière la veut ; elle sait pourquoi elle la veut, elle la fera avec les chefs s'ils savent la comprendre, contre eux s'ils ne savent pas.

pour montrer qu'il n'a rien à céder aux autres partis nationalistes dans la démagogie xénophobe a eu un effet inattendu. Un des porte-parole autorisés du grand capitalisme français, M. Baillby, de l'Intran, a découvert le jeu en s'opposant au projet socialiste qui risque de priver les propriétaires des mines, des forges et des plantations agricoles d'une main-d'œuvre à bon marché. Tout en louant le patriotisme des socialistes (ils l'ont bien mérité), il leur indique que les mesures proposées peuvent être utiles pour un certain temps dans la région parisienne, mais pas dans les bassins miniers du Nord et du Pas-de-Calais et non plus dans le Midi.

Les socialistes et la C.G.T., en se lançant dans le panneau nationaliste, ont une fois de plus trahi les intérêts de toute la classe ouvrière en France ; pratiquement, ils n'apportent aucun remède à la crise et au chômage ; en faisant chorus avec l'Ami du Peuple, l'Action Française, etc., en criant « charo » sur l'étranger, ils introduisent le poison mortel de la division nationaliste dans la classe ouvrière et préparent des luttes fratricides entre les différentes couches d'ouvriers dont ils porteront la responsabilité.

Que font le P.C. et la C.G.T.U. ?

C'est la question que se pose chaque militant. C'est la question qu'a le droit de poser à la direction centrée l'opposition communiste. Les seules réponses de la direction sont... des paroles. Paroles au Congrès de la C.G.T.U., paroles l'article de l'Humain stigmatisant le projet socialiste, paroles sans élan et sans conviction profonde de Doriot à la Chambre. Pourtant, la situation demande plus que jamais des actes. Qu'at tendait le Congrès de la C.G.T.U., après avoir constaté le bilan nul du travail

parmi la M.-O.E., pour donner des directives précises dans l'organisation de ce travail ? Où sont les propositions concrètes de la C.G.T.U. à la C.G.T. pour organiser un front unique de défense des ouvriers français et étrangers, hors du Parlement, dans la rue, dans les usines ? Où est l'action pour la défensive ouvrière, pour les mouvements de masse dont la C.G.T.U. et le P.C. doivent être le guide ?

Le problème de la M.-O.E. est un problème social lié profondément, et par des milliers de liens, à l'état de la classe ouvrière en France. C'est seulement dans la mesure où la politique générale du P.C. se redressera que seront données des solutions justes à cette question.

### SOUSCRIPTION « VERITE »

N. R., 12 ; Gérard, 20 ; Raymond, 50 ; Treint, 5 ; Frank, 10 ; Meiche, 5 ; J. Jacques, 5 ; Joseph, 3 ; Ozot, 5 ; B., 1 ; Groupe de Chaligny, 20 ; Cinq camarades, pour « la Vérité », 500 ; C. H., 10 ; Maurice, 8.

Total : 654 francs.

## APRÈS LE CONGRÈS UNITAIRE

### L'orientation de la Fédération de l'Enseignement

Avant le Congrès de la C.G.T.U., la Fédération de l'Enseignement avait précisé de nouveau sa position dans une déclaration publiée avant le Congrès. Dans son intervention au Congrès, le camarade Serret, qui représentait la Fédération, ne déborda pas les limites tracées par cette déclaration. C'est pourquoi cette intervention eut un caractère insuffisant, quoi qu'elle fut l'une des meilleures du Congrès. Et son insuffisance vient de ceci : Elle ne pose pas franchement le problème de la ligne politique de la C.G.T.U. et de celle qu'il faut qu'elle suive désormais, si elle veut remonter le courant. Or, les meilleures solutions au problème de l'unité restent vaines, si elles ne se placent pas dans le cadre d'une politique générale juste, car le problème de l'unité n'est pas un problème séparé des autres problèmes. Au contraire, il n'est qu'un aspect du problème général de la lutte politique et économique que mène l'organisation syndicale. En ce sens, les meilleures suggestions ne peuvent avoir plein effet.

Dans le domaine de l'analyse politique, l'Enseignement s'est surtout cantonné dans la critique du passé. Nous l'avons déjà signalé au moment du Congrès de Limoges. C'est là son point faible. La majorité fédérale se contente d'enregistrer les défaites de la C.G.T.U. et du Parti et de les expliquer par des arguments repris à la gauche, à la droite, et même à l'arsenal autocritique des centristes eux-mêmes. Dans cette voie, avons-nous dit, la majorité fédérale se disloquera. La continuation des erreurs grossières de la majorité confédérale contribue cependant à masquer le côté négatif de cette position, et mé-

me elle lui donne un aliment. Cependant, si la majorité fédérale de l'Enseignement veut vivre, se développer, se rapprocher du communisme, elle doit préciser sa plate-forme, non seulement pour le passé, ou même le présent, mais surtout pour l'avenir.

Nous avons appelé les éléments les plus décidés de la majorité fédérale, de même que les camarades sérieux et d'esprit critique de la M.O.R., à examiner cette situation et à pousser la direction fédérale dans la seule voie qui puisse lui garantir une position réellement d'avant-garde, non seulement dans la C.G.T.U., mais dans tout le mouvement ouvrier.

Le camarade Serret développa, au Congrès de Magic-City, la résolution sur l'unité syndicale proposée par l'Enseignement. Cette résolution, analogue à celle qui fut proposée et adoptée au Congrès de Limoges, pose justement la question de l'unité sur le terrain du Congrès de fusion, après un travail préalable auprès des syndicats de base et des directions fédérales et confédérales. Les modalités mêmes de cette fusion sont prévues dans la motion. Mais ce qui n'y est pas indiqué (et c'est là sa faiblesse), c'est la situation générale dans laquelle la question de l'unité est posée, c'est la position erronée prise par la majorité confédérale, c'est l'attitude liquidatrice du « Comité des 22 ». Dans une résolution présentée au Congrès de la C.G.T.U., toutes ces questions auraient dû être précisées, soulignées, de façon à écarter toute équivoque et à éclairer véritablement les syndiqués sur la voie que l'Enseignement veut tracer au sein de la C.G.T.U. Mais elles sont restées encore trop voilées. Nous pensons que beaucoup reste à

faire dans le sens de l'éclaircissement de la position de la majorité de l'Enseignement, et que, dans cette voie, de nombreux camarades se rejoindront.

Le fait que la résolution de l'Enseignement a recueilli au Congrès des voix provenant d'autres fédérations (Alimentation et Ports et Docks) montre que dans la C.G.T.U. il n'y a pas à choisir qu'entre les « 22 » et la direction stalinienne. Il faut aussi compter qu'un certain nombre de camarades de la majorité confédérale auraient rejoint l'Enseignement, s'ils n'avaient pas été tenus par la discipline de fraction.

Le temps n'est pas trop long ; il faut accomplir, d'ici le prochain Congrès de l'Enseignement, un grand travail d'éclaircissement, c'est à quoi travaillera l'opposition de gauche.

### Dans le Syndicat de Vendée

Faute de place, nous n'avons pas pu passer plus tôt le compte rendu et les motions que nous a envoyés le camarade Péaud. Nous tenons à le faire, bien que les faits ne soient plus actuels, parce que le syndicat de l'Enseignement de Vendée invoque les positions de l'O. U. Ici même, dans la Vérité, nous avons montré l'impossibilité pour nous, communistes oppositionnels, de nous intégrer dans un courant syndical ayant une plate-forme politique, avouée ou non, qui ne serait pas la nôtre. Par suite d'une erreur de principe, nous avons été amenés à participer à la fondation et au développement de l'O. U. Mais les événements y ont amené une différenciation, et aujourd'hui elle n'est plus ; son noyau de l'Enseignement reste encore groupé autour de la direction fédérale, mais, comme nous l'avons montré après le Congrès de Limoges, par suite d'un équilibre entre le C.I.S., la majorité confédérale et nous. Cet équilibre est

instable. Une clarification politique s'impose, sinon la majorité fédérale s'effritera au plus grand dommage des éléments révolutionnaires. Nous engageons nos camarades de Vendée à se reporter à ce que nous avons déjà publié sur cette question et à en discuter largement.

### Une assemblée générale

L'A.G. du 5 novembre n'a pas été bonne. Le mauvais temps, la maladie ont empêché de nombreux camarades d'y assister. Cependant, les principaux points de l'ordre du jour (Congrès fédéral, Congrès confédéral, unité) ont donné lieu à des discussions intéressantes. Péaud a rappelé le tournant accompli par la M.O.R. sur la question de l'école laïque et sur les traitements. La direction du P.C. a imposé à la M.O.R. l'abandon du Tarif Unique et le programme revendicatif de l'aile droite du S.N. ; certains délégués, mandatés pour le T.U. à 20.000, ont violé leur mandat pour voter les 12.000 de base. Cette mécanisation du mouvement syndical, ce mépris de l'opinion de la base démontre l'hypocrisie du tournant. Après une discussion courtoise et animée, l'unanimité se fit sur plusieurs motions. Robin, chef de la fraction orthodoxe du syndicat, critiqua, lui aussi, les fautes de la 3<sup>e</sup> période et approuva la justesse de la position de l'O.U. sur l'unité, il défendit la nouvelle motion Paris-Etat (Révo-Droite).

La majorité adopta une motion réclamant le congrès de fusion.

L'assemblée s'éleva contre la répression, fixa le travail corporatif pour l'année (étude de la question des postes déshérités des îles), examina la situa-

## Le Congrès de la Fédération autonome des fonctionnaires

Le Congrès de la Fédération autonome des fonctionnaires s'est tenu les 23 et 24 novembre. Cette organisation, forte de 40.000 membres environ, est constituée, on le sait, par les syndicats de l'ancienne Fédération des Fonctionnaires qui n'ont pas voulu, en 1927, pour entrer dans la C.G.T., faire une déclaration de foi à l'égard de la politique de collaboration de classes à Genève et ailleurs. Ces syndicats groupent les plus petites catégories de fonctionnaires ; cependant, ces catégories occupent une place qui ne les situe pas dans le prolétariat et la mentalité petite-bourgeoise y domine largement. Ce qui les rebuta surtout, ce fut la politique des dirigeants, comme Laurent, qui les négligeaient ou les sacrifiaient au profit de catégories plus élevées.

Dans l'ensemble, le Congrès fut ternes. Pas de discussion profonde sur le rapport moral et sur la question des traitements. Or, la menace de diminution — pour équilibrer le budget — pèse sur eux. Mais les traditions de lutte manquent chez les fonctionnaires et ils regardent du côté du mouvement ouvrier pour obtenir eux-mêmes quelque chose. C'est pourquoi, chez eux, le problème de l'unité syndicale les touchait particulièrement. Certains de leurs militants furent parmi les plus actifs du « Comité des 22 ».

Après Japy, celui-ci avait subi une rude secousse par le ralliement — si prévisible — de Dumoulin et Digat à Jouhaux. Après Magic-City, le « Comité des 22 » est mort et Laplagne est venu pleurer sur sa tombe. Rambaud et Boville sont pour la rentrée dans la C. G. T. ; seul Engler, des unitaires, est réfractaire. Et Laplagne reste sur la position du Congrès de fusion, qu'il défendit au Congrès. Sur ce problème de l'unité, quelques interventions de membres de l'opposition révolutionnaire pour de meilleurs rapports avec la C. G. T. U., d'autres, représentant un fort courant, pour la rentrée dans la C. G. T. Le Congrès de fusion l'emporta. Mais on ne doit avoir aucune illusion pour l'avenir. Laplagne, Piquemal, Boursicot, auront beaucoup de mal à détourner nombre de leurs adhérents de la C. G. T. Là aussi, le « Comité des 22 » a fait le jeu du réformisme, et la politique de la C.G.T.U. l'a nourri.

La tâche des défenseurs de la C. G. T. U. était rude dans un milieu assez réfractaire aux idées révolutionnaires. Pourtant, la politique de capitulation, de trahison de la C.G.T. devait faciliter la tâche des révolutionnaires au sein de la Fédération autonome. Si une position juste sur l'unité avait été prise à Magic-City, l'orientation de cette fédération eût été déterminée dans notre sens. Par suite des fautes commises, on prive les militants révolutionnaires des arguments les plus solides. Une des conséquences d'une fausse politique, c'est, outre de désagréger ses propres forces, de ne pas constituer un pôle d'attraction pour les catégories ou les couches sociales les plus voisines du prolétariat et de les livrer à la merci des tendances les plus dangereuses.

Dans tous les domaines, la politique anti-unitaire a ses conséquences néfastes pour notre mouvement communiste.

tion financière du syndicat. Elle décida la création d'une caisse syndicale de solidarité et l'étude d'une organisation rationnelle de la solidarité dans la C.G.T.U.

PÉAUD.

### Extraits des motions

Le syndicat des membres de l'enseignement laïc de Vendée, réuni en A.G. à La Roche le 5 novembre 1931, constate qu'en abandonnant la tactique et la phraséologie extrême-gauchistes de la 3<sup>e</sup> période, la C.G.T.U. reconnaît la justesse de la position de l'O.U. Cette 3<sup>e</sup> période d'erreurs a eu des conséquences funestes pour la C.G.T.U. : mécanisme, sectarisme, baisse des effectifs et de l'influence des syndicats révolutionnaires, pendant que les réformistes et les chrétiens progressaient.

Le syndicat repousse le rapport d'activité de la C.G.T.U. Pour faire renaitre une C.G.T.U. puissante, il préconise le retour à de justes perspectives et à la pratique d'un syndicalisme de masses vraiment unitaire (revendications immédiates, front unique et unité), avec un régime intérieur sain (abandon du sectarisme — démocratie syndicale). Pour réaliser ce programme, le syndicat refuse sa confiance aux dirigeants naufrageurs de la C.G.T.U.

(1<sup>er</sup> paragraphe, à l'unanimité ; 2<sup>e</sup> paragraphe, par 8 voix contre 2).

Le syndicat proteste contre les propos tenus par Piatnitsky au bureau de l'I.S.R., propos repris par Frachon en France. Il rappelle que le syndicat est ouvert à tous les ouvriers et aux chefs qu'ils se donnent, fussent-ils les plus réformistes, et qu'aucune exclusion ne peut être prononcée pour délit de tendance. (Unanimité.)



# DANS LE PARTI

## Le groupe est combattu "idéologiquement"

Avant d'aborder les problèmes fondamentaux que devrait se poser le prochain Congrès du Parti, nous devons revenir une fois de plus sur le « Groupe » qui servira à la direction de bouc émissaire pour apaiser la colère du Parti. Cette fois-ci, la lutte contre eux prend un nouvel aspect. D'une part, on fait donner dans l'Humanité la voix de la base, indignée des révélations qu'elle apprend; que serait-ce si elle savait le fin fond des choses? D'autre part, on abandonne l'explication primitive d'un groupe constitué sans aucun principe politique, comme une équipe de gangsters visant à occuper les postes du Parti. On éprouve le besoin de mener contre eux une lutte politique; on leur attribue une idéologie que la direction combat. Nous disons: on leur attribue, car jusqu'à présent, aucun d'eux ne s'est exprimé autrement que pour faire un mea culpa honteux. C'est Ferrat qui, dans les Cahiers, constituant le théoricien du nouveau groupe Thorez-Franchon, s'attaque au groupe des Jeunes, coupable de tous les péchés.

La faute fondamentale qu'il attribue au « Groupe », c'est de nier la possibilité que se forment des militants autrement que par la Jeunesse Communiste. Contre un tel point de vue, Ferrat apporte des critiques fort justes. Il montre les faiblesses de la J. C. qui devaient naturellement jouer un rôle néfaste sur sa politique: pas de direction de grands mouvements, manque presque total et dédain de la culture théorique, fluctuation énorme entraînant aussi bien le développement de tendances ultra-gauchistes que l'apathie. Mais, ayant dit cela, Ferrat affirme que tous ces défauts pénètrent le Parti quand ces militants y entrent et occupent des postes de direction.

Et de leur reprocher « l'emploi de clichés au lieu d'analyse de la situation », d'employer les notions de « crise politique, grève politique de masse, fascisme » de façon mécanique et arbitraire, d'avoir une conception fautive du « tournant » considéré comme un problème exclusif d'organisation. En un mot, les accusations d'antimarxisme, d'antiléonisme pleuvent à tour de bras.

Fort bien! Mais les membres du Parti avaleront-ils cela sans se demander: « Que faisait donc pendant ce temps l'Internationale Communiste? ». Sa tâche n'est-elle pas d'aider, de contrôler, de guider l'activité des P. C., de coordonner leur expérience? Elle n'est pas composée de militants « jeunes ». Et pourtant, à relire ses textes, ses résolutions de Congrès et de Plénums, ne retrouve-t-on pas les mêmes emplois « mécaniques et arbitraires » de la grève politique, de la crise politique, du fascisme, etc.? Molotov, Manouïlsky n'ont-ils donc jamais employé les formules aujourd'hui reprochées au groupe Barbé? Ne continuent-elles donc pas à être utilisées à tort et à travers par des P. C. d'autres pays? Est-ce par hasard que Barbé et ses amis ont pu diriger le Parti français pendant la « troisième période » qui ne fut que la théorisation de l'ultra-gauchisme aujourd'hui partiellement condamné?

Il arrive nécessairement que dans un P. C. se développent des courants correspondant à certaines couches du prolétariat. La vie politique du Parti doit précisément aboutir à dégager de tous ces courants la ligne fondamentale prolétarienne et à lui soumettre les intérêts particuliers de catégorie ou les tendances propres à certaines couches. Ainsi, il est certain que la jeunesse ouvrière représente une couche tout à fait particulière de la classe et les tendances de la J. C. doivent être très attentivement appréciées par le Parti; c'est ce que signalait dans le Cours nouveau notre camarade Trotsky, à la formation de l'opposition de gauche. Mais cela s'entend dans un parti ayant une vie politique normale. Dans un parti bureaucratifié où les tendances sont refoulées, on ne peut pas attribuer à la jeunesse ou à un groupe les erreurs du passé. Elles sont le lot de toute la direction centriste du Parti et de l'I.C. qui en porte la responsabilité la plus complète. Faire retomber le poids des fautes sur quelques boucs émissaires, si peu intéressants qu'ils nous soient, ne permettra pas de résoudre le problème. Agir ainsi, c'est une fois de plus laisser la direction du Parti entre les mains d'un petit noyau incontrôlé; il faut imposer une discussion politique profonde sur toute l'activité antérieure et sur l'orientation future.

## Dans le 15<sup>e</sup> Rayon

Une nouvelle assemblée d'information vient d'avoir lieu en vue de l'assemblée générale précédant la conférence régionale et le Congrès du Parti. Malheureusement, cette fois-ci encore, peu de présents; une vingtaine le matin, à peine le double l'après-midi. Rien qui cela suffit à caractériser la situation d'un rayon qui fut longtemps un des plus importants dans la région parisienne. En dépit du petit nombre de présents, la réunion présente un intérêt assez notable. La direction du Parti y fut violemment combattue et celle-ci, par l'exposé de Thorez, sur lequel nous nous étendrons, a bien marqué qu'elle entendait liquider le tournant.

Au début, Duisabou fit un exposé sur le Congrès de la C.G.T.U. qui n'apprendra rien d'autre que ce que l'on peut lire dans l'Humanité. Il se montra plus prudent que jamais, s'étant l'autre fois permis de dire que le camarade Lebourg, qui fut secrétaire de rayon, avait eu des positions justes en 1929, ce que Thorez vint démentir brutalement dans cette réunion.

Après Duisabou, ce fut le camarade N. qui lut une résolution et la commenta brièvement. Il exprima qu'il n'avait pas confiance dans le tournant, critiqua le régime intérieur, demanda une lutte véritable pour l'unité et se déclara en désaccord avec la tactique électorale, proposant à la place le désistement là où, comme dans le Nord, les ouvriers sont derrière les socialistes et condamne les marchandages. En outre, il demanda que toutes les élections, depuis les comités de rayon jusqu'au C. C., se fissent sur des textes politiques, sur des plateformes, celles étant adoptées par les rayons et les régions devant servir à la discussion du Congrès.

Dans l'après-midi, quelques autres interventions de camarades critiquant en particulier le bluff trop fréquent de l'Humanité; puis les exposés de Lebourg et Thorez.

Le camarade Lebourg fit une longue intervention solidement étayée de nombreuses références à La Maladie infantile, se prononçant d'une façon très claire contre la politique actuelle. Il manifesta aussi sa défiance dans le tournant, dénonça la manœuvre menée autour du « Groupe », montra quel était le régime intérieur, se prononça aussi contre la politique syndicale et la tactique électorale. Pour l'unité syndicale, il se décida en faveur d'une lutte ouverte, franche pour la réalisation de l'unité et non pour la position équivoque adoptée au Congrès de la C. G. T. U. Sur la tactique électorale, il est pour le désistement avec renforcement de la lutte contre le réformisme. Le camarade Lebourg attribua la politique fautive aux X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> Plénums et continua à défendre le 6<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. Disons que Lebourg nous paraît, malgré ses critiques fort justes, sauf en ce qui concerne le 6<sup>e</sup> Congrès de l'I. C., être par trop pessimiste. Nous espérons que ce n'est qu'une impression.

Après cet exposé solidement charpenté, Thorez s'empessa de répondre. Il affirma d'abord que le 6<sup>e</sup> Congrès, les Plénums, le Congrès de Saint-Denis avaient tous vu juste. Par quelques citations, il montra à Lebourg que le 6<sup>e</sup>

Congrès n'était pas en contradiction avec le reste; c'est exact, et Lebourg devra logiquement l'englober dans sa condamnation. Puis Thorez prouva que, malgré les tournants, les méthodes de discussion ne variaient pas. Il assimila la position de Lebourg à celle des droitiers, de Boukharine, prétendant en 1929 à une stabilisation prolongée du capitalisme. Ceci était de la mauvaise foi et Thorez alla jusqu'à invoquer un extrait de procès-verbal d'un comité de rayon de 1929, contre lequel Lebourg s'inscrivit en faux d'une façon catégorique.

Les perspectives étaient justes, dit Thorez, mais elles furent mal appliquées par tout le Parti, depuis le C.C. jusqu'au 15<sup>e</sup> rayon. Mais Lebourg avait tort; on a mal lutté contre lui, dit Thorez, l'accusant d'aller plus loin que les minoritaires (on voit l'atmosphère créée). Sur le Groupe, Thorez reprend le contenu de l'article de Ferrat des Cahiers, indique qu'on mènera une lutte idéologique contre ce groupe qui est responsable de toutes les erreurs et envers qui le Parti prendra des mesures. En passant, Thorez cherche à assimiler le point de vue du « Groupe » sur les Jeunes à celui exprimé par Trotsky en 1923; mais son raisonnement porte à faux, car le « Groupe » fut un des piliers de l'antitrotskyisme.

Thorez trouve que le tournant s'exécute mal; des régions et des rayons étouffent la discussion; d'autres fois, on discute pour discuter. Ici, un couplet d'optimisme (grand Parti, force du Congrès de la C.G.T.U.) et une tentative de justification du bluff. Ceux qui ne veulent pas voir le changement sont accusés de mauvaise foi.

Dans la question de la social-démocratie, c'est le maintien total du « social-fascisme », reproché au Groupe. Sur la tactique électorale, en défendant la position de la direction, Thorez s'étendit sur les « comités de contrôle populaire » au cas de réalisation d'un « front unique électoral ». Autrement dit, on est prêt à semer des illusions sur un contrôle de l'action des élus socialistes. Pour répondre au texte de Lévine apporté par Lebourg, Thorez se lança dans une révision du léninisme: le P. C. anglais était faible, le P. C. français est fort, la S. D. a évolué, etc. Sur l'unité syndicale, la position du Congrès de Magic-City, à une question sur le rôle dirigeant reconnu par un texte de la C.G.T.U., Thorez reconnut qu'on avait eu le tort de le poser de cette façon en 1929, mais qu'aujourd'hui ce serait une erreur de le reposer; autrement dit, on ne doit pas reconnaître ses erreurs, malgré le tournant.

Après le départ de Thorez et de Duisabou, eut lieu un court débat sur la Mandchourie.

En résumé, du discours de Thorez, il apparaît bien que la direction freine le tournant, qu'elle craint, tout comme le groupe qu'elle dénonce, le Parti et les masses. L'étiquette P. C. ou C. G. T. U. doit suffire à gagner les masses, peu de confiance dans la discussion et le travail des organismes du Parti, de ses fractions. Les camarades du 15<sup>e</sup> rayon qui ont écouté Thorez sont avertis. C'est tout le Parti que nous avertissons.

## UNE POLITIQUE A ÉLABORER

# Comment lutter contre le chômage

Le chômage s'étend rapidement en France. Des industries comme le Bâtiment et l'Alimentation sont particulièrement atteintes; mais il n'existe pas d'industrie qui y échappe, et c'est sur la classe ouvrière un surcroît de misère qui s'abat avec la perspective d'un hiver difficile à traverser, plein de privations. Les statistiques officielles, si mensongères que personne n'ose en assumer la défense, révèlent une montée de 10.000 en une semaine, c'est-à-dire 15 % des inscrits. Rapidement le nombre des chômeurs va s'élever et la bourgeoisie, inquiète, a institué un débat parlementaire pour semer des illusions dans les masses ouvrières. Il n'en pourra sortir que des palliatifs inopérants.

La tâche des organisations ouvrières est lourde. Notre camarade Devreyer avait, dans le précédent numéro, montré la négligence apportée en province. A Paris, les comités de chômeurs sont plus actifs; nous en reparlerons. Mais, il manque, de prime abord, l'essentiel, c'est-à-dire une politique de nos organisations sur le problème du chômage. Dans le Parti, on ne discute pas; on veut réaliser les tâches pratiques, et là-dessus se greffent des difficultés qui imposent que soit étudié à fond le problème du chômage. Ceux qui croient ou qui disent que le chômage pousse nécessairement l'ouvrier qui en est frappé vers les organisations révolutionnaires commettent une lourde erreur. Le chômage, en introduisant de l'instabilité dans la situation économique de l'ouvrier, entraîne bien souvent de l'instabilité politique. Le chômeur tend parfois à se dresser contre le non-chômeur qui, pour conserver sa place, s'incline devant les prétentions patronales. Le lien du chômeur et du non-chômeur est une tâche essentielle de nos organisations; d'autant plus importante que souvent les militants sont le plus frappés par le chômage, le patronat se débarrassant des fortes têtes d'abord. Un danger pour nos organisations est qu'en se développant chez les chômeurs, ceux-ci, par suite d'une politique erronée, constituent par la suite un écran entre nos organisations et ceux qui continuent à travailler.

Un autre grave problème, en France, lié au chômage, est celui de la M.-O.E. Sous l'influence de la bourgeoisie, un fort courant xénophobe se développe et pénètre jusque dans nos organisations. C'est au profit du capitalisme que la classe ouvrière se divise ainsi en deux fractions qui se combattent. Nous en parlons par ailleurs.

D'autres problèmes encore se posent, comme d'empêcher que les chômeurs ne puissent, sous une propagande démagogique tombant parmi des gens déprimés, servir une propagande réactionnaire, fasciste; comme d'élargir cette lutte sur le terrain international en la liant à la défense de l'U.R.S.S. par le mot d'ordre de la collaboration économique.

On ne lutte pas contre le chômage sans une politique. Pour aider nos organisations à l'élaborer, nous apporterons,

comme déjà l'an dernier, les éléments nécessaires. Nous demandons à nos lecteurs de nous aider en nous faisant connaître leurs expériences dans ce domaine (activité des comités de chômeurs, courants dans la classe ouvrière, activité de telle ou telle organisation patronale ou socialiste, etc.).

## LA SITUATION EN U. R. S. S.

# Comment renforcer la patrie socialiste

Certes, même actuellement, la Russie Soviétique n'est pas dépourvue de moyens de résistance à de telles entreprises, mais elle serait beaucoup plus forte pour y résister si son industrie, s'appuyant largement sur un marché intérieur en voie de développement rapide, n'avait besoin du marché mondial que pour y écouler le trop plein de sa production et de ses matières premières, en échange des matières premières et des machines nécessaires à l'industrialisation du pays.

Le précédent plan quinquennal fut déséquilibré, non seulement par les causes objectives qui échappent à l'emprise du parti russe, mais aussi par la fautive conception stalinienne qui consiste à forcer sans mesure l'allure du développement industriel, dans le but, impossible à atteindre en quelques années, de « rattraper et dépasser » les pays capitalistes les plus avancés.

Il faut un nouveau plan quinquennal, établi sur une saine conception, afin de renforcer l'Union Soviétique face aux dangers de toute nature qui la menacent, et, particulièrement, face aux dangers d'agression impérialiste renforcés par la conquête japonaise de la Mandchourie et par la pénétration accentuée des diverses influences impérialistes en Chine.

Dans le domaine de l'économie soviétique comme dans tous les autres, le redressement de la politique ne peut s'accomplir que parallèlement au redressement du parti lui-même.

Tous les dangers sont plus aisément repoussés lorsque, pour y faire face, se dresse un parti retrouvant le chemin du communisme, réinstallant dans son sein un véritable régime de centralisme démocratique, un parti capable d'affermir la dictature du prolétariat.

La réintégration de l'opposition de gauche est nécessaire à la Révolution russe pour se défendre avec le maximum d'efficacité.

L'opposition russe n'a cessé de montrer le chemin. Exclue, emprisonnée, déportée, décimée physiquement, par une terreur politique monstrueuse, elle est restée inébranlablement fidèle à l'Octobre russe et à la cause de l'Octobre universel. Jamais révolutionnaires dans l'Histoire n'ont témoigné d'une conscience communiste et prolétarienne plus haute. Ce n'est pas défendre à fond la République Soviétique que de persécuter ses meilleurs défenseurs.

## Tu dois lire la LUTTE DE CLASSES

Demandez le n° 34-35 de la Lutte de classes, qui vient de paraître.

Au sommaire :

Editorial: Le problème de l'unité syndicale devant la classe ouvrière française. — Qui est Christian Rakovsky? — André Nin: Quelques réflexions sur la grève de Barcelone. — Lettre ouverte de l'opposition espagnole aux membres du P.C. espagnol. — Circulaire du secrétariat du P. C. espagnol à toutes les organisations du parti. — Lettre de la C. E. de la Ligue aux camarades de l'opposition espagnole. — Lettres aux camarades du P. C. indochinois (Oppositionnels indochinois). — Thèses sur la question syndicale de la Ligue communiste d'Amérique. — Discussion: Sur le « tournant » du P.C. français (Naville). — Revue des livres: L. Trotsky: Histoire de la Révolution russe (tome I, La Révolution de Février); Trotsky: Problèmes de la Révolution allemande; Communisme, Davlos, etc.

Nous appelons l'attention de tous les camarades sur notre revue. Son étude est indispensable à tous les militants oppositionnels, aux communistes en général. Elle apporte une importante documentation sur les problèmes du mouvement communiste international. Elle nous permet de forger la théorie révolutionnaire complètement abandonnée par les dirigeants du Parti et de l'I. C.

Prix du numéro: 1 fr. 50.

45, boulevard de La Villette, Paris-10<sup>e</sup>.

## Supplément à la Tribune de discussion de "l'Humanité"

Notre camarade J. Michaud, de Lyon, avait adressé une lettre pour la tribune de discussion de « l'Humanité ». Signalée parmi les lettres reçues depuis fort longtemps, elle n'a pas paru et n'est pas près de paraître. Nous en publions quelques extraits, pour que les camarades puissent voir qu'on peut parler dans le Parti... jusqu'à une certaine limite. C'est à la base du Parti qu'il revient de déplacer cette limite.

Il serait vraiment ridicule de soutenir que le manque de démocratie ouvrière dans l'I.C. et l'I.S.R. (je dis l'I.C. et l'I.S.R., car le détestable régime intérieur que nous subissons n'est pas limité au P.C.F.; il en est de même dans tous les P.C. du monde, y compris l'U. R. S. S.) est la seule cause et se trouve à la base d'erreurs multiples, d'analyses politiques erronées, comme par exemple la fameuse « Troisième Période », qui sema un trouble profond et dévota des milliers de prolétaires, avec ses conclusions aboutissant à cette énormité indigne d'un marxiste, à savoir qu'en 1929 le prolétariat français entra « des deux pieds » dans le dénouement révolutionnaire de sa lutte contre le capitalisme...

« Je ne puis m'étendre ici plus à fond sur toute la période historique 1923-1931 qui prépara le terrain au renfor-

cement bureaucratique dans l'I.C., sans déformer le sens de ma lettre qui se propose simplement d'exprimer quelque appréhension et d'être une demande de discussion, de clarté, de la part d'un communiste. Cette clarté, un retour à un régime intérieur sain, à une ligne politique marxiste-léniniste sur les bases des quatre premiers Congrès de l'I.C., nous ne pourrions les obtenir qu'en échange d'une critique de nos fautes. Il faut absolument discuter le passé pour avoir des perspectives justes sur le présent et sur le futur. Il faut filtrer dans le feu de l'analyse marxiste-léniniste toute la période 1923-1931, ouvrir dans la presse mondiale de l'I.C. une large discussion qui permettrait à tous ceux qui ont à cœur le redressement du seul parti du prolétariat mondial, l'I. C., d'exprimer leurs doutes, de vider leurs craintes, de raviver en eux l'instinct de classe et la conscience de classe. Depuis quand donc le parti de Lévine craindrait-il la discussion? Car il n'y aura ni « tournant », ni redressement, ni retour à un régime intérieur sain, sans analyse des fautes du passé. Il ne suffit pas de constater arbitrairement par un organisme dirigeant — du jour au lendemain — que telle ou telle position était erronée, inaugurer de même une nouvelle tactique et passer à l'ordre du jour, tout en constatant au bas de chaque article « de fond » que « ...nous avons vu juste... »

« ...qu'il y a eu mauvaise compréhension et application insuffisante de la base... ». Toute faute et toute victoire doivent être commentées et discutées, mais surtout les fautes. C'est leur analyse marxiste qui constitue pour nous le capital de la lutte et de l'expérience. De même le présent « tournant ». Il faut discuter afin de savoir comment a-t-il été décidé et créé: est-ce arbitrairement et bureaucratiquement (on va faire un petit tournant, tu veux?), ou est-ce sous la poussée de la masse du parti, pression qui a contraint la bureaucratie de faire volte-face dans son attitude? Il faut expliquer que ce n'est qu'à contrecoeur que la bureaucratie applaudit à ce « tournant », parce que son existence y est en jeu; que de ce fait son rôle sera tel qu'il était toujours dans ses « tournants »: de revenir — dès que la poussière soulevée par cette tête-à-queue aura retombé — à sa position centriste. A moins qu'elle ne succombe auparavant sous nos coups... »

Lyon, le 13 octobre 1931.

Le gérant: P. FRANK.

33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10<sup>e</sup> arr.)

MAISON DES SYNDICATS (Service de l'imprimerie)